

POUR FAIRE FACE AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET À LEUR SYSTÈME POURRI : LA NECESSITÉ D'UN « TOUS ENSEMBLE » !

Alors qu'il ne prendra son poste de directeur général de Renault qu'à partir du 1^{er} juillet, Luca De Meo s'est précipité à l'assemblée générale des actionnaires, la semaine dernière, pour annoncer la couleur : « Je me mets donc au service de ce groupe que j'aime et à votre service, mesdames et messieurs les actionnaires de Renault ». Voilà qui a le mérite de la clarté : un patron au service des actionnaires, qui savent pouvoir compter sur le bonhomme pour appliquer le plan de réduction des « coûts » annoncé le 29 mai.

Un plan de sauvetage des actionnaires

« Renault joue sa survie », avait estimé le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, comme si les 25 milliards d'euros de bénéfices accumulés au cours des dix dernières années n'avaient jamais existé.

Mais à quoi ont donc servi tous les accords de compétitivité ? En 2013, la direction de Renault avait sorti son « Contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France ». En 2017, elle faisait le coup du « Contrat d'Activité pour une Performance durable de Renault en France », dit « Cap 2020 ». Résultat, les effectifs en France ont chuté de 12 % en 10 ans. Mais ça continue. En 2020, l'« Accord de solidarité et d'avenir » débouche sur un nouveau plan de suppressions d'emplois.

Plan de casse confirmé

Le 16 juin, le comité central social et économique (CCSE) de Renault a confirmé et détaillé les 4 600 destructions d'emplois annoncées en France.

En tout, dans les usines, ce sont 2 100 postes de travail dont Renault envisage la suppression, auxquels il faut ajouter 1 500 postes dans l'ingénierie et 1 100 postes

administratifs. Et tout ça, sans compter les milliers d'intérimaires déjà liquidés ces dernières semaines, comme si ces travailleurs n'existaient même pas.

Même reportées, les menaces qui pèsent sur les activités de Maubeuge, Dieppe et des Fonderies de Bretagne sont toujours là. La fermeture de l'usine de Choisy est toujours décidée. Et pour l'usine de Flins, c'est l'arrêt de l'assemblage des véhicules pour 2024. En sachant que pour le remplacer, en plus du déménagement de l'activité de Choisy, il n'y a que des plans fumeux qui cachent mal l'intention de la direction de fermer à terme l'usine de Flins.

Renault n'est pas un cas isolé

Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus D&S, Bombardier, Hutchinson, Nokia : la longue liste des entreprises qui restructurent et licencient s'allonge de jour en jour. Pour le seul mois d'avril, Pôle emploi a enregistré 843 000 chômeurs supplémentaires par rapport à mars ! Et Bruno Le Maire parle d'un million d'emplois supprimés dans les mois à venir.

Sans compter que les patrons utilisent déjà cette menace pour dire que les temps sont difficiles et qu'il faudrait faire des efforts, « travailler plus », accepter des salaires au rabais.

Pour notre survie, organiser la riposte

C'est maintenant que doit s'engager la bagarre contre les suppressions de postes et pour imposer l'interdiction des licenciements.

Il y aurait moins à produire ? Plutôt que de jeter des centaines de milliers de personnes dans la misère, il est temps de réduire massivement le temps de travail, sans réduction de salaire, pour travailler moins et travailler toutes et tous. Et d'embaucher massivement dans tous les services essentiels à la société. Les actionnaires et les capitalistes peuvent payer !

Mais pour construire le rapport de force nécessaire pour briser la résistance patronale et gouvernementale, cela implique de ne plus se battre seulement entreprise par entreprise, les uns après les autres, au gré du « calendrier » des attaques patronales. C'est à la construction d'un mouvement d'ensemble que les travailleurs doivent se préparer pour stopper l'épidémie de fermetures d'entreprises et de suppressions d'emplois.



Même patron, même combat !

Depuis le début de la crise sanitaire, 8000 intérimaires ont été jetés dans la précarité pourtant PSA impose maintenant à des salariés polonais ou espagnols de venir travailler dans ses usines françaises. La direction joue à nouveau le jeu de la division entre les travailleurs afin d'augmenter ses profits. Ne tombons pas dans le piège : les salariés étrangers sont nos frères, nous avons les mêmes exploiters et les mêmes intérêts

La meilleure réponse aux manœuvres scandaleuses de PSA serait d'imposer la répartition des productions entre les usines en Pologne, en France ou en Espagne, afin que personne ne soit condamné au chômage ou obligé de faire plus de 1000 km pour gagner sa vie dignement.

PSA veut nous contraindre à l'itinérance

Depuis des années PSA organise des prêts d'une usine à l'autre dans un même pays, et maintenant d'un pays à l'autre. Tout ça au « volontariat » forcé : les Polonais ou Espagnols venus en France subissent le chômage partiel chez eux et sont menacés de futurs plans de licenciements. Aujourd'hui elle fait venir des Polonais ici, demain elle voudra forcer des travailleurs de Metz à aller se faire exploiter à l'autre bout de l'Europe !

Contre la fermeture de l'usine de Flins

Après un premier débrayage de la majorité de l'équipe de nuit, jeudi 11 juin, plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé le 17 juin, cette fois à l'appel de tous les syndicats du site, contre les projets de suppressions de postes et de fermeture.

La direction de Renault a annoncé que l'usine ne produirait plus de voitures à partir de 2024 et passerait de 2600 CDI et 1200 intérimaires à seulement 1600 CDI pour devenir un centre de reconditionnement de moteurs et boîtes de vitesse et un « pôle d'économie circulaire et environnementale ».

Ces annonces floues cachent mal la volonté de la direction de fermer totalement le site en 2024 ou juste après. Mais les salariés de Renault Flins ont commencé à montrer qu'ils n'allaient pas se laisser faire !

Deux méthodes, un même objectif

Le chantage patronal à l'emploi se généralise pour rogner sur les salaires. Chez Ryanair, c'est brutal et non négociable: -20 % pour les pilotes, -10 % pour le personnel navigant. Chez Derichebourg Aeronautics (un sous-traitant d'Airbus), c'est pareil, mais avec un « Accord de performance collective », une nouveauté créée par la dernière loi Travail, au nom du « dialogue social ». Le deal ? Jusqu'à 500 euros de « sacrifices mensuels » en échange... du report à septembre d'un plan de 700 suppressions d'emplois ! Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a dénoncé la méthode de Ryanair, mais approuvé celle de Derichebourg. Le chantage à l'emploi, ça lui va, mais il voudrait juste que les syndicats soient consentants pour calmer la colère des salariés !

Blouses blanches en colère noire

Le 16 juin dernier, des dizaines milliers de manifestants occupaient la rue pour exprimer leur colère et le taux de grévistes était élevé chez les soignants. Et bien des travailleurs de tous les secteurs manifestaient avec eux car chacun sait que les applaudissements et les remerciements ne servent à pas grand chose. Les revendications sont claires : arrêter les suppressions de lits et de personnel, augmentation des salaires, en finir avec la logique du fric pour gérer notre santé.

Le succès de cette journée pose la question des suites et il va falloir frapper encore plus fort et dans la durée pour obtenir gain de cause. Déjà une partie des soignants manifesterà à nouveau le 30 juin. Il est temps de regrouper toutes les colères car des usines de l'automobile aux hôpitaux nos exigences sont les mêmes : ce n'est pas aux travailleuses et travailleurs de payer la crise !

Solidarité !

Samedi dernier, le 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers – ces « premiers de corvée » pendant la période de confinement – a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris et dans plusieurs autres villes.

Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières – parti des États-Unis – se propage dans tous les pays et en particulier en France. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme d'état s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire.

Des violences policières et un racisme encouragé par l'impunité et le soutien politique tacite dont elles bénéficient de la part de ce gouvernement.

Dans l'éducation aussi, retour à l'anormal

Une fois de plus dans l'Éducation nationale, les annonces se succèdent, la précipitation et le flou dominant, tandis que les équipes doivent se débrouiller seules, sous des contraintes indépensables, pour répondre à des promesses intenables et des protocoles inapplicables. Ce sont elles qui tiennent le système éducatif à bout de bras.

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grand coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels, et poursuit sa politique de suppressions de postes. Il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses injonctions.